



Le processus d'attribution du marché de construction de la route Bogo-Pouss (63,16 km), dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, débuté par un appel d'offres international lancé le 2 juin 2020, vient d'être annulé, par le ministre des Travaux publics (Mintp).

Après cette décision, renseigne Emmanuel Nganou Djoumessi (photo), un nouvel appel d'offres devra être lancé. Cette fois-ci, il sera restreint. Le maître d'ouvrage va sélectionner quelques entreprises qui vont entrer en compétition, apprend-on.

Pour justifier sa décision, publiée ce 19 juillet, le Mintp explique que la Banque africaine de développement (BAD), principal bailleur du projet, s'est opposée à l'attribution du marché à l'entreprise Gitto Costruzioni Generali Nigeria. À la suite de ce veto, le ministre en charge des Marchés publics, Ibrahim Talba Malla, a, à son tour, autorisé, le 22 juin 2022, l'annulation de la procédure.

Pour comprendre ces positions, il faut savoir que le processus d'attribution de ce marché routier qui aura duré près de deux ans (un temps anormalement long, selon la BAD : NDLR) est passé par la phase du contentieux. En effet, en novembre 2021, la BAD a d'abord accordé sa non-objection à la partie camerounaise en faveur de l'entreprise nigériane Gitto Costruzioni Generali Nigeria, basée à Abuja. Cette dernière avait fait une offre de 37,67 milliards de FCFA

alors que son concurrent, le Tunisien Soroubat, proposait un montant de 50 milliards de FCFA. Sur le papier, Gitto était donc le moins-disant et avait les faveurs des pronostics pour rafler le marché routier.

Suite à ces offres, les services de l'autorité des marchés publics ont émis officiellement plusieurs avis défavorables contre le Tunisien Soroubat qui, lui, avait les faveurs du Mintp. Ce dernier estimait que l'offre du Tunisien était plus réaliste et que le Nigérian avait sous-évalué la sienne. Bien plus, le maître d'ouvrage soupçonnait Gitto de n'avoir pas les capacités financières requises pour mener à bien ce projet. Ce qui l'a amené à faire intervenir les services de renseignements. Ces derniers ont confirmé cette thèse sur la base d'une enquête menée au Cameroun et au Nigéria.

Cette procédure impliquant les services de police a cependant été dénoncée par Gitto auprès de l'autorité des marchés publics. Elle avait, à l'issue de cette dénonciation, confirmé son choix en faveur de Gitto. Ce qui a obligé le Mintp à servir à la BAD, à contrecœur et en émettant des réserves, une proposition portant attribution du marché de Bogo-Pouss à Gitto. L'entreprise nigériane avait pratiquement gagné la bataille après ce contentieux auprès de l'autorité des marchés publics, lorsque la BAD est revenue sur sa non-objection. Elle s'est fondée sur les renseignements de la police camerounaise fournis par le Mintp et les résultats de sa propre enquête qui à démontrer que Gitto avait présenté dans son dossier des informations financières douteuses.

Ref: [Investir au Cameroun](#)
